

DÉCLARATION LIMINAIRE AU CTL du jeudi 10 mars 2022

Madame la Présidente,

Voilà malheureusement deux ans que le virus de la covid-19 impacte nos vies privées et professionnelles. À repenser à toutes les mesures que nous avons vécues, et que nous vivons encore, on ne peut qu'éprouver un certain vertige. Parallèlement notre vocabulaire s'est enrichi du mot quatorzième puis septaine avec en guise de cerise sur le gâteau quelques phrases présidentielles désormais célèbres « le quoi qu'il en coûte » ! On aurait pu penser que, confrontés tous à cette pandémie, nous aurions fait corps et acte de solidarité pour l'affronter tout en prenant conscience de la fragilité de notre condition d'humain, plaidant ainsi pour un partage des richesses, une nouvelle conception du travail pour plus d'égalité et de démocratie...

Mais sans rentrer dans le débat, force est de constater que le monde d'aujourd'hui ressemble à s'y méprendre à celui d'hier parfois en pire. Rappelons au passage que les 1000 personnes les plus riches ont retrouvé leur niveau de richesse d'avant la pandémie en seulement 9 mois. À ce titre, les milliardaires français, les plus riches d'Europe, représentent la plus grosse progression de cette reprise exceptionnelle avec 175 milliards d'euros somme équivalente à 2 fois le budget de l'hôpital public (chiffres Oxfam) !

La crise sanitaire aurait dû être le déclencheur d'un changement de cap, mais tout le contraire s'opère. Les politiques publiques poursuivent dogmatiquement vers le moins d'impôt et donc le moins d'État. Les cadeaux aux plus riches sans aucune contrepartie fiscale, sociale et environnementale sont plus que jamais d'actualité et les inégalités n'ont jamais été aussi importantes. Cette crise sanitaire a montré que les financements publics pour peu qu'on le décide, et le reconnaisse jouent un rôle déterminant. Le fonds de solidarité et autres mesures financières, la pratique du chômage partiel ont permis de traverser cette crise à bon nombre d'entreprises et de salariés. Néanmoins, il est cocasse de constater que ceux toujours prompts à en appeler à l'orthodoxie budgétaire n'ont pas fait la fine bouche à cette occasion !

Mais vite, le vieux refrain du trop de fonctionnaires revient à nos oreilles comme celui des gains de productivité au ministère des Finances et voilà encore la DGFIP privée de 1500 emplois en 2022 !

C'est vrai que les services publics sont en pleine forme en France ! Vu l'état de l'hôpital, de l'éducation, de la justice, le mythe de la start-up nation fière et conquérante en prend un coup !

En effet, on oublie vite le constat fait par l'Insee dans son enquête « revenus et patrimoine des ménages » de 2021. Pour l'institut, les prestations sociales et les services publics jouent un rôle redistributif, permettant ainsi de réduire les inégalités en apportant d'une part des prestations en nature comme la santé et l'éducation et d'autre part en donnant accès à des services publics gratuits. Il y a fort à parier que la crise covid n'a pas inversé la donne ! L'affirmation de Jaurès qui nous est chère à **Solidaires Finances Publiques** « le service public est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas » se confirme aussi au XXI^e siècle !

Concernant ce CTL, vous nous présentez aujourd'hui la création du Centre de Contact des Professionnels de Decazeville dans le cadre de la démétropolisation. Pour **Solidaires Finances Publiques** ce projet ne répond pas plus aujourd'hui qu'hier aux préoccupations des usagers ni à celles des agents. Vous nous présentez comme à chaque fois un dossier stéréotypé. Celui-ci comme les précédents ne permet en aucune façon de pouvoir analyser les conséquences des transferts de missions d'un service à l'autre. Nous redoutons le manque d'attractivité de ce service. Nous redoutons le manque de candidats voulant intégrer ce service. Nous redoutons, dès aujourd'hui, le mouvement local d'affectation du 01 septembre prochain qui risque d'être très compliqué avec la création de ce Centre de Contact et le départ en retraite d'une trentaine d'agents tout corps confondus.

Les agents des Finances Publiques sont particulièrement attachés au service public, à ses valeurs, comme en témoignent leur investissement exceptionnel et leur conscience professionnelle hors normes, mais jusqu'à quand ? Les agents des Finances Publiques en ont marre d'être exemplaires, marre que l'on détruise systématiquement et sans le moindre état d'âme leur outil de travail, marre qu'on leur ôte leurs perspectives d'avenir !